



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

Département fédéral de la défense, de la protection
de la population et des sports DDPS

Stratégie de lutte antimines de la Confédération suisse 2016–2022

Rapport annuel 2020



Table des matières

1	Introduction	3
----------	---------------------	----------

2	L'engagement Suisse dans la lutte contre les mines	4
2.1	Plaidoyer	6
2.2	Dépollution de zones contaminées	7
2.3	Assistance aux victimes	11
2.4	Éducation aux risques liés aux mines	13
2.5	Renforcement des capacités	15

3	Conclusions et perspectives	16
----------	------------------------------------	-----------

1 Introduction

Les populations des nombreuses régions affectées par la guerre souffrent encore longtemps après que les parties au conflit ont déposé les armes. Les mines antipersonnel, les résidus d'armes à sous-munitions et autres types de restes explosifs de guerre continuent de tuer et de mutiler sans distinction, bien après la fin des combats. Les sols sont contaminés, l'activité économique est bloquée, et les populations déplacées ont peur de revenir chez elles. En bref, ces armes rendent le retour à la normalité impossible.

La Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel (Convention d'Ottawa ou CIMAP) et la Convention sur les armes à sous-munitions (Convention d'Oslo ou CASM) ont pour objectif de mettre un terme à l'ère des mines terrestres et des armes à sous-munitions et figurent parmi les textes les plus concluants dans le domaine du désarmement humanitaire.¹ Leur mise en œuvre a permis de sauver un nombre incalculable de vies. Toutefois, en dépit de succès notables, les acteurs de la lutte antimines font toujours face à de multiples défis en matière d'universalisation, de déminage, de destruction des stocks et d'assistance aux victimes.

La hausse préoccupante du nombre de nouvelles victimes et l'utilisation de mines improvisées par des acteurs armés non étatiques (AANE) rappellent l'importance d'un engagement permanent de la Suisse dans ce domaine et la nécessité d'une poursuite de l'action en faveur de la mise en œuvre des deux conventions.

En 2020, la Suisse a assuré la présidence de la deuxième conférence d'examen de la CASM avec la mission de relancer cette dernière et de mettre l'accent sur sa portée politique. Les efforts collectifs coordonnés par la Suisse ont permis d'élaborer un plan d'action ambitieux et mesurable et une déclaration politique ferme. La pandémie de COVID-19 a entravé la conclusion des travaux de la deuxième conférence d'examen et contraint la présidence helvétique à adapter son programme. Ces défis sont relevés conjointement avec la communauté des États parties, si bien que la Suisse est confiante que les documents majeurs seront adoptés en 2021 dès que la situation sanitaire permettra les rencontres en personne, et qu'elle pourra ainsi mener à bien son mandat avec succès.

La pandémie de COVID-19 a aussi eu des répercussions sur le travail de terrain. Ainsi, les restrictions mises en place pour maîtriser la propagation du virus ont perturbé les activités de lutte antimines dans certains contextes; plusieurs opérations ont dû être suspendues et ont pris du retard sur le calendrier. Dans d'autres cas, elles ont pu continuer en se conformant aux strictes mesures de protection. Dans tous les contextes, les acteurs de la lutte antimines ont poursuivi sans relâche leur combat contre les mines terrestres et les armes à sous-munitions, faisant ainsi preuve d'une remarquable capacité de résilience. La Suisse a soutenu ses partenaires en permettant le déploiement de leurs ressources dans le cadre des plans nationaux de réponse à la pandémie de COVID-19 ou en prolongeant la durée de leurs projets.

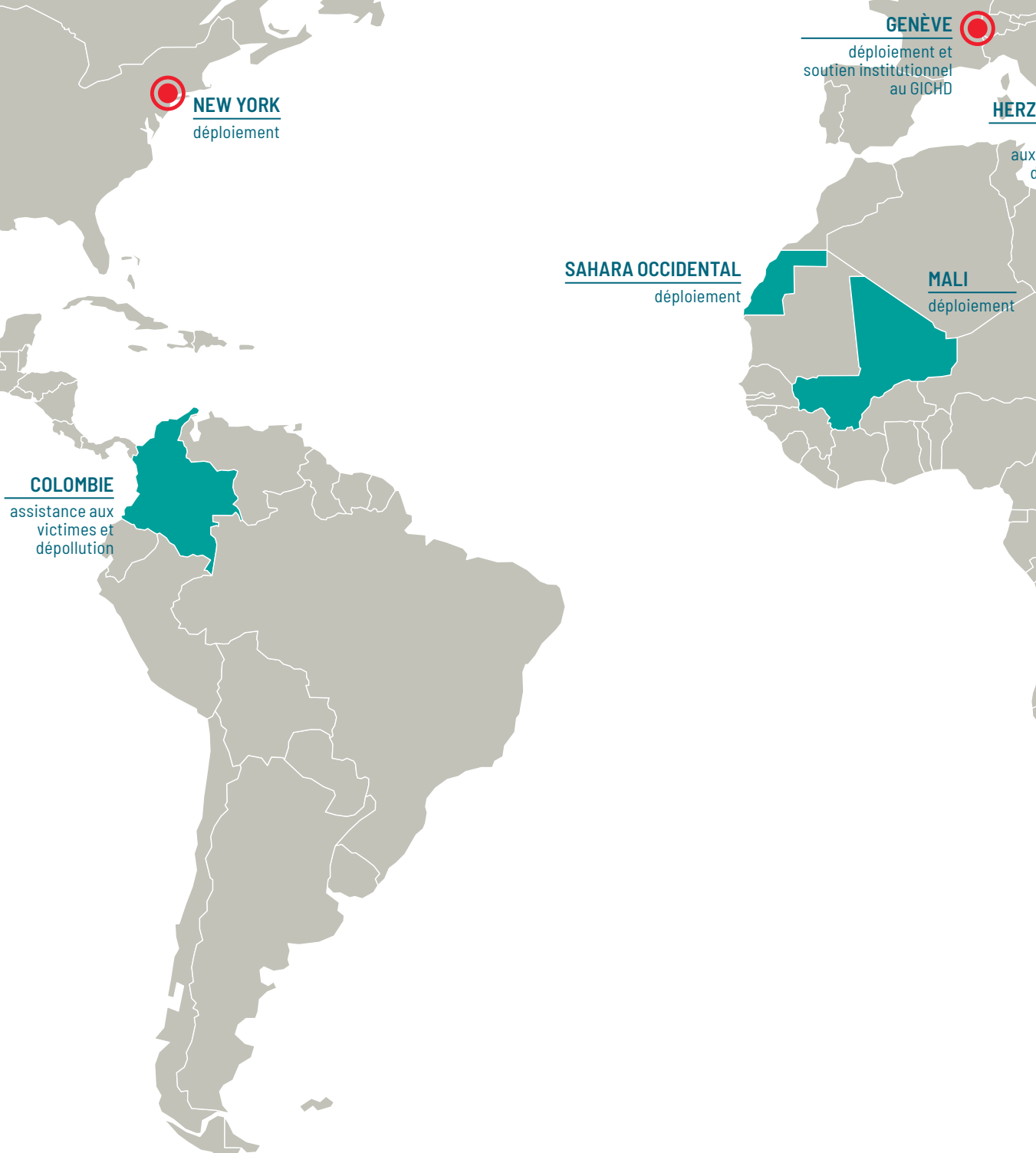
En 2020, consciente de l'apport considérable de l'action contre les mines à la sécurité, à la paix, à l'action humanitaire et au développement durable, la Suisse a apporté un soutien à hauteur de 17 millions de francs² aux activités de déminage, d'assistance, de sensibilisation, de renforcement des capacités locales et de facilitation de la mise en œuvre des conventions internationales.

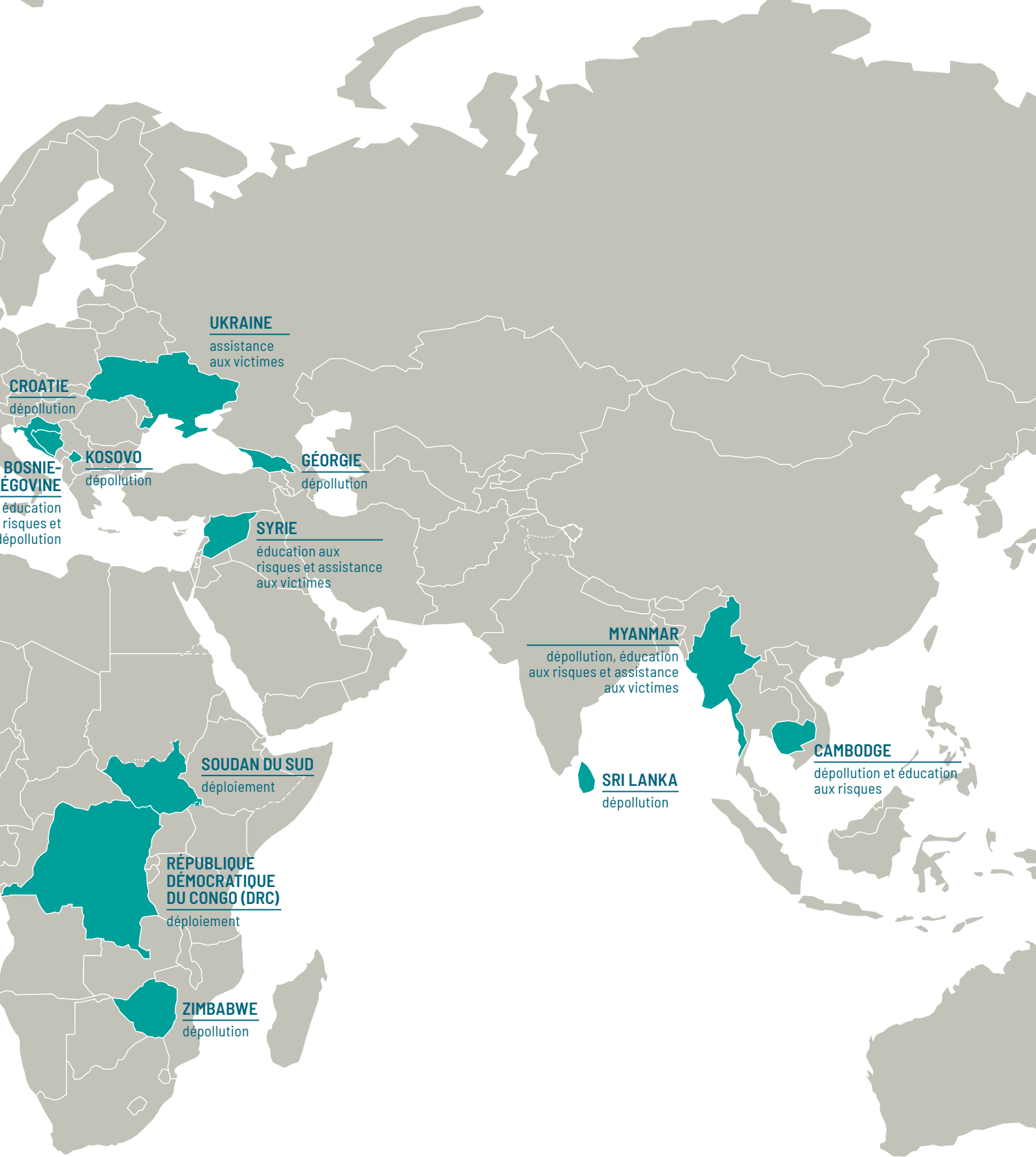
Le présent rapport annuel offre un aperçu des réalisations les plus importantes de la Confédération suisse dans le domaine de l'action contre les mines en 2020.

¹ Convention du 18 septembre 1997 sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction (Convention d'Ottawa ou CIMAP, RS 0.515.092) et Convention du 30 mai 2008 sur les armes à sous-munitions (Convention d'Oslo ou CASM, RS 0.515.093).

² Le DFAE a déboursé 14 millions de francs, dont 9,45 millions au bénéfice du Centre international de déminage humanitaire de Genève (CIDHG). Le DDPS a consacré 3 millions de francs à des déploiements et à des formations.

2 L'engagement Suisse dans la lutte contre les mines





Sources: Natural Earth Data, DFAE, ONU

Les frontières et noms indiqués, ainsi que les désignations figurant sur cette carte, n'impliquent ni reconnaissance, ni acceptation officielle par la Suisse.

2.1 Plaidoyer

Dans le domaine du plaidoyer, la Suisse s'est attachée à promouvoir l'universalisation de la Convention d'Ottawa et de la Convention d'Oslo, de même que le respect des dispositions contenues dans ces traités par les États parties et les acteurs armés non étatiques. Elle a également exhorté les États non parties à observer les principes fondamentaux de ces textes et soutenu les efforts visant à clarifier les allégations d'infraction aux traités.

Présidence suisse de la deuxième conférence d'examen de la Convention d'Oslo

Dans le cadre de sa présidence de la deuxième conférence d'examen de la CASM, la Suisse s'est concentrée sur l'universalisation de ce texte. Elle a ainsi été en mesure, malgré les difficultés liées à la pandémie de COVID-19, de promouvoir l'adhésion à la CASM dans plusieurs régions, y compris en Asie du Sud-Est, qui présente une contamination toujours considérable par des restes d'armes à sous-munitions et des lacunes en termes d'universalisation. Au cours de la présidence de la Suisse, trois États supplémentaires ont ratifié la CASM, prouvant ainsi la nécessité de poursuivre l'investissement de ressources dans ce domaine.

Également préoccupée par les allégations d'usage d'armes à sous-munitions et désireuse de sensibiliser les acteurs concernés, la Suisse a appelé toutes les parties à cesser d'utiliser ces armes et tous les États qui ne l'ont pas encore fait à ratifier la CASM.

Enfin, pour sensibiliser le grand public à ce traité, la Suisse a coproduit, avec le CIDHG, l'exposition photographique [Lasting Footprints](#), qui relate l'impact des bombes à sous-munitions ainsi que les objectifs et réalisations de la CASM. Cette exposition a été présentée dans différentes villes de Suisse.



Source: © ISU CCM

Une délégation suisse, menée par l'ambassadeur Félix Baumann, président de la deuxième conférence d'examen de la Convention d'Oslo, et accompagnée par des représentants du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de l'Unité d'appui à la mise en œuvre de la convention (ISU CCM) rencontre des délégués du Zimbabwe à Harare pour encourager ce pays à adhérer au traité. Cette visite a fait partie des efforts d'universalisation déployés durant la présidence helvétique pour augmenter le nombre d'États parties.

Dialogue avec les acteurs non étatiques pour les inciter à respecter les normes en matière de lutte contre les mines antipersonnel

Pour que la promesse faite aux termes de la CIMAP et de la CASM d'un monde exempt de mines et d'armes à sous-munitions soit tenue, il est essentiel de nouer le dialogue avec les AANE qui, en recourant à des mines improvisées, mettent en péril la vision exprimée dans ces deux textes. La Suisse soutient donc les efforts que déploie l'Appel de Genève, organisation non gouvernementale engagée dans un dialogue avec des AANE pour les encourager à respecter les normes humanitaires internationales, notamment celles énoncées dans la Convention d'Ottawa. En 2020, l'Appel de Genève s'est engagé activement avec plus de 50 AANE en Afghanistan, au Myanmar, aux Philippines, en Ukraine et au Yémen. Au total, 54 groupes armés organisés se sont engagés à respecter les dispositions de la CIMAP.

Engagement en faveur de la recherche et de la transparence

En 2020, la Suisse a apporté son soutien aux recherches effectuées par l'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions et par l'organisation Mine Action Review. Ces deux projets offrent aux acteurs de la lutte antimines une vue d'ensemble complète des progrès, des lacunes et des défis en lien avec le respect de la Convention d'Ottawa et de la Convention d'Oslo. Les données et les analyses fournies par les deux instances de suivi garantissent la transparence du secteur et constituent des éléments clés d'une politique basée sur les faits.

2.2 Dépollution de zones contaminées

La dépollution de zones contaminées permet de sauver d'innombrables vies et d'ouvrir l'accès à des ressources essentielles telles que l'eau et la terre; elle est aussi l'un des facteurs essentiels permettant un retour en toute sécurité des populations déplacées. Elle a donc un effet positif sur la sécurité et les moyens de subsistance des communautés vivant dans les zones concernées. Malgré les progrès considérables réalisés dans ce domaine, la cadence des activités de déminage doit s'accélérer afin de protéger les personnes des dangers inhérents aux mines antipersonnel, aux armes à sous-munitions et aux autres restes explosifs de guerre, de permettre l'accès aux opérations humanitaires et de se rapprocher des objectifs de développement durable (ODD).

Cambodge

Après 30 années de conflit, il a été estimé que trois à quatre millions d'engins explosifs subsistent dans le Royaume du Cambodge, ce qui représente un niveau très élevé de pollution par les mines et les restes explosifs de guerre (une zone de 1970 km² reste à décontaminer, dont 835 km² de champs de mines). Le Cambodge demeure dès lors l'un des pays les plus touchés au monde. Les mines antipersonnel, les résidus d'armes à sous-munitions et les restes explosifs de guerre ont fait un grand nombre de victimes et continuent d'entraver l'accès aux ressources de base ainsi que le développement économique. La Suisse entend aider le Cambodge à rendre les terres non polluées disponibles pour l'agriculture et le développement d'infrastructures au sein des communautés rurales pauvres, en particulier les communautés frontalières en augmentation sous l'effet de la migration interne, à réduire le nombre de victimes par des activités d'éducation aux risques liés aux mines et par l'élimination des mines et autres restes explosifs de guerre des lieux où ils constituent le danger les plus imminents, et à promouvoir une approche participative pour planifier et définir les priorités des activités de déminage afin d'en assurer l'efficacité et garantir l'utilisation ultérieure des sols.

En 2020, les interventions au Cambodge financées par la Suisse ont contribué à la restitution d'un terrain d'une superficie de près de 15 km² et bénéficié à plus de 116 900 personnes.

Conjointement avec l'Allemagne, le Royaume-Uni et les États-Unis, la Suisse finance le projet « Humanitarian Mine Clearance » de l'organisation Halo Trust. En 2020, elle a contribué au déminage d'une surface de 4,2 km², permettant à plus de 14 730 foyers d'accéder à des terres cultivables dans cinq provinces de l'ouest du pays. Une part de 70 % des sols dépollués est utilisée pour l'agriculture. Selon les estimations, 1500 personnes ont pu accroître leur revenu grâce à l'agriculture rendue possible après la décontamination de leurs terres. Au total, 1131 personnes ont participé à des activités d'éducation aux risques liés aux mines visant spécifiquement la promotion de l'égalité homme-femme.



Source: © HALO Trust

Pay Chalie, 27 ans, est paysan. Il vit avec sa femme et leurs trois enfants dans le village d'Ou Kokir, dans la province d'Oddar Meanchey. Il s'est installé au village avec sa famille en mai 2019. Pour le compte du propriétaire terrien, il cultive des mangues et des bananes vendues dans les villes et les villages alentours. Deux mois après leur arrivée à Ou Kokir, alors qu'il labourait la terre en vue de planter des manguiers, la roue arrière du tracteur de Chalie a fait exploser une mine à quelques mètres de sa maison. Chalie s'en est heureusement sorti avec quelques blessures sans gravité; son tracteur, par contre, a subi de sérieux dommages. Après avoir entendu parler de l'accident, Halo Trust a dépêché des équipes de surveillance pour évaluer la zone, rapidement suivies d'équipes de dépollution. « Je suis très reconnaissant à Halo Trust d'être venue déminer mon terrain. J'avais peur de perdre mon emploi. En plus, j'étais très inquiet pour mes enfants. Ma femme et moi, nous savons comment éviter le champ de mines, mais les enfants risquent de trouver ça excitant et d'y aller à notre insu. »

Croatie

L'héritage de la guerre de 1991 à 1996 est à la fois lourd et redoutable. Selon les estimations, une superficie de près de 300 km² serait polluée par plus de 22 000 mines terrestres, compromettant l'accès aux pâturages et aux ressources forestières. La stratégie nationale de la Croatie vise un pays exempt de mines d'ici à 2026. Dans le cadre de la contribution à l'Union européenne élargie, la Suisse soutient les efforts de déminage que déploie le pays. Ainsi, grâce au financement conjoint de la Suisse et de la Croatie, des restes explosifs de guerre ont été désamorçés et nettoyés sur une surface de 1,8 km² dans la forêt Kotar-Stari Gaj. Un total de 2751 mines antipersonnel, sept mines antichars et 830 munitions non explosées ont été découvertes et détruites. Contrôlée et certifiée sûre par les autorités compétentes en 2020, la forêt est désormais accessible à la population pour des activités de loisir et à des fins économiques.

En 2020, le même projet a mandaté une vaste enquête sur les victimes de mines en vue d'actualiser la base de données nationale et de comprendre la situation sociale et économique des personnes concernées. Un mécanisme de soutien pourrait être créé en 2021 sur la base de ces résultats.



Source: © CROMAC

Grâce au financement de la Suisse, une surface de 1,8 km² de forêt près de Petrinja est désormais exempte de mines et accessible à la population.



Source: © HALO Trust

Valeria Otyrba était en visite dans sa famille à Primorsky pour les vacances, en août 2017, quand un dépôt de munitions a explosé de façon inopinée, brisant la tranquillité du village alangui sur les bords de la mer Noire. « Les murs ont tremblé et les fenêtres de la maison ont éclaté. Le souffle de l'explosion a été si violent que nous avons cru à un bombardement », se rappelle Valeria. « J'ai adhéré à Halo Trust parce que je voulais contribuer à reconstruire cet endroit qui m'avait vue grandir. Alors, quand j'ai entendu que Halo Trust engageait des femmes, je n'ai pas hésité. » Valeria fait aujourd'hui partie d'une équipe de déminage. Elle est l'une des cinq femmes travaillant dans des équipes financées par la Suisse, et œuvre ainsi à changer l'attitude à l'égard des femmes dans le domaine du déminage.

Géorgie

En 2017, un dépôt de munitions situé dans la ville côtière de Primorsky – dans la région séparatiste d'Abkhazie contrôlée de facto par les forces militaires – a explosé inopinément, provoquant la mort de trois personnes et blessant 64 personnes. Plus de 4,5 millions de m² de zone résidentielle, agricole ou forestière ont été contaminés par plus de 100 000 munitions non explosées, constituant un énorme danger pour la sécurité et la subsistance de près de 6500 habitants. En collaboration avec Halo Trust, la Suisse a contribué à la dépollution d'une surface de 0,2 km² et à la destruction de 204 munitions non explosées, y compris une mine antipersonnel. D'ici à mai 2021, plus de 2 km² de terres polluées par des munitions non explosées auront été décontaminées au total à Primorsky.

Kosovo

Plus de vingt ans après la fin du conflit au Kosovo, les restes explosifs de guerre continuent de tuer des civils et restreignent l'accès aux terres qui pourraient être utilisées de manière sûre et productive, aggravant ainsi le niveau élevé de pauvreté. En 2019, le gouvernement du Kosovo a adopté une stratégie visant à éliminer la menace que représentent les mines terrestres et les restes explosifs de guerre d'ici à 2024.

La Suisse est le plus ancien donateur de Halo Trust au Kosovo. Avec son soutien, Halo Trust s'attache à dépolluer quatre des derniers champs de mine du pays. L'organisation a lancé ses opérations en novembre 2020 dans un champ de mines situé dans le village de Jasiq avec l'objectif de dépolluer une superficie de près de 0,2 km² afin d'améliorer la sécurité et les conditions de vie de 52 bénéficiaires directs et de 6344 bénéficiaires indirects.

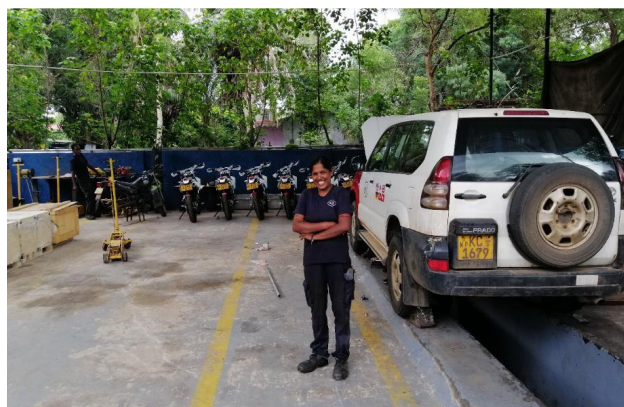


Du fait de sa position stratégique, le village de Jasiq a été largement miné au cours de la guerre. Aujourd'hui, il subsiste un seul champ de mines. Parmi les personnes encore affectées figurent Hysen Jasiqi (52 ans) et sa famille. Déplacés pendant la guerre, ils sont revenus au village pour trouver leur maison en ruine. Grâce à l'aide internationale, ils se sont installés ailleurs mais ils souhaitent maintenant rentrer dans leur village et reconstruire leur maison.

Ils vivent toujours dans la peur et hésitent à faire le pas: «C'est l'endroit le plus agréable à vivre de la commune, mais nous sommes mieux ici pour le moment», dit Hysen. Le déminage du dernier champ de mines permettra à tous les villageois de se sentir en sécurité, d'accéder à leur maison et de gagner leur vie sereinement.

Sri Lanka

Trois décennies de conflit ont laissé le pays largement contaminé. Bien que dix ans se soient écoulés depuis la fin des combats, les mines et autres restes explosifs de guerre terrorisent toujours la population et empêchent un retour à la normalité. D'une actualité brûlante et persistante, ils ont des répercussions dramatiques, empêchant les personnes déplacées de retrouver des conditions de vie sûres et la reprise des activités socio-économiques. La contamination non seulement représente une menace physique, mais rappelle aussi cruellement la guerre civile qui a meurtri le pays. De ce fait, les opérations de déminage soutiennent également le processus de paix et de réconciliation. En collaboration avec Halo Trust, la Suisse aide le Sri Lanka à passer du statut de pays parmi les plus contaminés du monde à celui où les mines ne sont plus une menace. En 2020, la Suisse a contribué au déminage d'une superficie de 0,1 km² environ qui pourra être exploitée et qui a permis le retour de plus de 100 personnes déplacées. Plus de 500 munitions explosives ont été détruites en toute sécurité, permettant aux communautés de vivre sans danger. Après la décontamination d'un des champs de mines, un projet de développement à long terme a pu être lancé pour mettre en place des techniques d'irrigation visant à réduire la vulnérabilité des cultures à la sécheresse et aux inondations et, ainsi, renforcer la résilience des systèmes agricoles.



«Ma famille est arrivée au camp pour les personnes déplacées les mains vides. Aujourd'hui, avec mon revenu, nous avons pu bâtir notre maison», dit Vikneswaran Thavaransini, première femme mécanicienne à travailler pour Halo Trust au Sri Lanka. Grâce à son nouvel emploi et à ses compétences récemment acquises, la situation économique de sa famille s'est améliorée, tout comme l'éducation de ses enfants. Le secteur de l'action contre les mines s'attache, partout où il est présent, à faire bouger les mentalités en matière d'égalité homme-femme et à transformer les attentes à l'égard des femmes en général.

Zimbabwe

Les mines antipersonnel demeurent un problème brûlant au Zimbabwe. Durant la guerre de libération qui a fait rage dans les années 1970, les forces de sécurité de ce qui était alors la République de Rhodésie (aujourd'hui le Zimbabwe) ont posé des mines le long des frontières avec la Zambie et le Mozambique. Quarante ans plus tard, de vastes portions non clôturées de territoire restent contaminées. En septembre 2018, le Zimbabwe Mine Action Centre (ZIMAC) a confirmé que la contamination couvrait une superficie de plus de 66 km² dans cinq des dix provinces et 12 des 59 districts du pays. Selon les estimations du ZIMAC, les mines terrestres ont tué plus de 1500 personnes, 120 000 têtes de bétail et des milliers d'animaux sauvages depuis 1980.

Huit champs de mines ont été localisés au nord-ouest, au nord-est et au sud-est du pays. Dans ces zones, les communautés ont un accès restreint aux terres arables et aux pâturages; elles effectuent de long trajets pour recourir aux services de base et, d'une manière générale, vivent dans la peur.

La Suisse et les États-Unis soutiennent l'organisation APOPO dans le nettoyage du Cordon Sanitaire (CORSAN), un champ de mines aussi dense que mortel. En plus de son impact sur les populations, le CORSAN bloque la circulation naturelle de la faune sauvage qui vit dans le Great Limpopo Transfrontier Park (GLTP), entravant les activités de conservation et les opportunités d'écotourisme qui pourraient bénéficier aux économies locales.

Depuis le lancement du projet, APOPO a déjà mis à jour 43 mines antipersonnel de modèle R2M2 produites en Afrique du Sud. Les estimations avancent le chiffre de 15300 mines à détecter et à éliminer, et qu'une surface d'environ 7 km² le long du CORSAN sera déminée d'ici à 2025, délai que s'est fixé le Zimbabwe pour parvenir à un pays exempt de mines. L'intervention d'APOPO bénéficiera directement à 7968 personnes au Zimbabwe et à 17734 personnes au Mozambique. La décontamination des sols facilitera l'accès des communautés locales aux services de base, aux terres cultivables, aux possibilités de négoce transfrontalier et aux opportunités de conservation et d'écotourisme.



Source: © APOPO



Source: © APOPO

«Participer en tant que femme aux activités de déminage me fait me sentir à égalité avec mes collègues masculins. Ce projet me permettra de poursuivre mes études et ainsi de construire mon avenir, puisque j'ai été au chômage durant des années après la fin de l'école secondaire. Avec mon revenu, je pourrai aussi aider des membres de ma famille à terminer leurs études.» Nedly Tembo (24 ans), démineuse pour APOPO au Zimbabwe, en train de creuser à l'endroit où a été détectée une mine antipersonnel de type R2M2.

2.3 Assistance aux victimes

Les mines antipersonnel, les résidus d'armes à sous-munitions et les restes explosifs de guerre continuent à tuer beaucoup trop de civils innocents, soit plus de 5500 en 2019 selon l'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions. Ces armes touchent souvent les groupes les plus vulnérables de la société, produisant des effets délétères sur la capacité de subsistance de familles entières. L'assistance aux victimes aspire à fournir des soins médicaux, des moyens de réadaptation physique et des services socio-économiques aux victimes afin que celles-ci soient en mesure de jouir pleinement de leurs droits et restent actives au sein de leur communauté.

Ukraine

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), l'Ukraine orientale compte parmi les régions les plus contaminées du monde. En dépit de l'adoption, en décembre 2018, de la loi sur la lutte antimines (Mine Action Act), qui prévoit la création d'agences gouvernementales spéciales chargées de diriger les opérations d'action contre les mines, aucune de ces instances n'a vu le jour et la loi, en contradiction avec d'autres textes législatifs, reste lettre morte. Cette loi présente par ailleurs des lacunes en termes d'assistance aux victimes ainsi que de sécurité et d'efficacité pour les acteurs de la lutte antimines. Le 17 septembre 2020, le parlement ukrainien a révisé cette loi dans le but d'optimiser l'action contre les mines et de faciliter sa mise en œuvre opérationnelle en confiant la direction de cette mission aux ministères de la défense et de l'intérieur. Les amendements votés se voulaient aussi une réponse aux préoccupations concernant l'assistance aux victimes ainsi que la sécurité et l'efficacité des démineurs, mais les règlements d'application nécessaires pour mettre en place les procédures correspondantes se font toujours attendre.

En 2019, la Suisse a lancé un projet pilote d'assistance aux victimes, conjointement avec le ministère pour les territoires temporairement occupés et les personnes déplacées de l'époque. À la fin de 2020, 13 demandes de victimes de mines avaient été approuvées, et des fonds débloqués pour couvrir les coûts de soins orthopédiques et de dispositifs prothétiques.



Source: © Proliska



Source: © Proliska

Oleksandr Nebera, né en 1971, chauffeur de tracteur, a été grièvement blessé en 2018 alors qu'il travaillait dans les champs: il a perdu un membre inférieur dans l'explosion d'une mine antichar. La première prothèse qu'il a reçue, de mauvaise qualité, a aggravé sa blessure. Dans l'incapacité de conduire un tracteur suite à l'accident, Oleksandr avait perdu son travail. Grâce à l'assistance fournie dans le cadre du projet, Oleksandr dispose désormais d'une prothèse de bonne qualité munie d'une doublure destinée à protéger le moignon. Le traitement lui a permis de travailler à nouveau.

Colombie

Après des dizaines d'années de conflit impliquant des acteurs armés non étatiques, de vastes zones ont été contaminées par des mines, ce qui a un impact considérable sur les populations rurales et les groupes ethniques, isole les communautés, empêche le retour des personnes déplacées dans leur lieu d'origine, entrave l'accès aux terres et réduit l'accès aux services.

En 2020, la Suisse a adapté ses interventions à la dynamique du conflit en cours, aux contraintes imposées à l'accès humanitaire et à l'état d'urgence proclamé en réponse à la pandémie de COVID-19 (p. ex. organisation de séances de prévention et de formation en ligne sur les risques liés aux mines). La Suisse a poursuivi son engagement dans le domaine de l'action contre les mines pour contribuer à la paix, à la sécurité et au développement durable dans les zones affectées par des conflits. Elle a renforcé la coordination régionale de même que la mise en œuvre à l'échelon local du plan d'action national contre les mines (*National Mine Action Plan*) et de l'accord de paix.

Après une phase de recul, la Colombie a enregistré depuis 2018 une hausse spectaculaire du nombre de victimes de mines et autres restes explosifs de guerre. Le bilan, qui recense majoritairement des civils, a été plus lourd en 2020 qu'en 2019. Par sa contribution, la Suisse garantit que les victimes soient réinsérées dans leurs communautés sur les plans social et économique. Les projets qu'elle finance ont permis à 560 victimes et à leurs soignants de recevoir une assistance médicale et de mener des activités rémunérées.

En collaboration avec les organisations Humanité et Inclusion (HI) et Campaña Colombiana Contra Minas (CCCM), la Suisse a également contribué au déminage d'une superficie de 0,4 km² dans 12 communes. Au total, 94 engins explosifs ont été localisés et détruits. En outre, plus de 6900 personnes ont suivi une formation en ligne sur les risques liés aux mines, ce qui leur a permis d'étendre leurs connaissances en matière de gestion de ces risques spécifiques.

Enfin, la Suisse a contribué au Fonds d'affectation spéciale pluripartenaire des Nations Unies (MPTF), lequel a apporté un soutien à des opérations de déminage ainsi qu'à des activités d'éducation aux risques liés aux mines et d'assistance aux victimes.



Source: © HI



Source: © HI

Le soutien de la Suisse à Humanité et Inclusion s'est traduit par la conception de stratégies de protection et d'autoprotection pour les chefs de communauté ainsi que les paysans autochtones impliqués dans l'action contre les mines.

Ce type d'interventions dans le Cauca, l'un des départements les plus touchés du pays, a permis aux communautés confrontées aux risques liés aux conflits armés et aux mines de rester sur leurs territoires malgré l'intensification des combats et les restrictions de l'accès humanitaire.

2.4 Éducation aux risques liés aux mines

L'éducation aux risques liés aux mines permet d'éviter les accidents et de sauver des vies. Son importance ne peut être minimisée au vu de la hausse sensible des nouvelles victimes. Idéalement, l'éducation aux risques liés aux mines devrait être dispensée parallèlement aux opérations de déminage et à l'assistance aux victimes. Elle a en effet pour objectif de modifier le comportement des individus face aux menaces que constituent les mines antipersonnel, les armes à sous-munitions et les restes explosifs de guerre, afin qu'ils soient à même de gérer les risques qu'ils représentent.

Bosnie et Herzégovine

De 1992 à 1995, les factions en guerre en Bosnie et Herzégovine ont laissé derrière elles d'innombrables champs de mines dans tout le pays. À la fin de la guerre, plus de 1700 personnes avaient été blessées par des explosions de mines. Plus de 3800 km² de terres ont été dépolluées et restituées à la population au cours des 26 dernières années, mais il reste toujours 975 km² (1,97 % du territoire national) à dépolluer. Les zones contaminées par des mines et des restes d'armes à sous-munitions continuent de menacer directement la sécurité de plus de 500 000 personnes (soit environ 13 % de la population totale) dans 118 communes, ce qui entrave le développement du pays en compromettant l'accès aux terres agricoles, aux pâturages, aux infrastructures et aux ressources forestières.

Malgré un arrêt des opérations de trois mois imputable à la pandémie de COVID-19, des résultats décisifs ont été atteints tant dans le domaine de l'éducation aux risques liés aux mines que dans celui du déminage. Quelque 1222 personnes vivant à proximité de zones concernées par le problème des mines, y compris 506 femmes et 137 enfants, ont bénéficié de telles mesures pédagogiques. Grâce à ces mesures, elles ont adopté des comportements sans risque et, au cours de l'année 2020, aucune nouvelle victime ni aucun accident dus à des explosions de mines n'ont été signalés dans le pays.

Les contributions de la Suisse et l'engagement intense d'équipes de déminage sur le terrain ont permis de restituer une superficie équivalant à 2,24 km² aux populations locales et de découvrir et détruire plus de 300 engins explosifs, éliminant ainsi une menace directe pour les habitants de neuf communes et permettant à ceux-ci d'accéder aux moyens de production.

Dans le cadre de son dialogue politique avec les autorités locales, la Suisse a plaidé en faveur de la mise en œuvre urgente et complète de la nouvelle stratégie nationale de lutte antimines adoptée en 2019 et insisté en particulier sur l'importance d'une pleine et entière appropriation locale et d'une planification adéquate des ressources en vue du respect des obligations internationales.



Source: © NPA

La Suisse soutient le programme de désarmement humanitaire Norwegian People's Aid (NPA) en Bosnie et Herzégovine depuis 2003. Environ 1,97 % du territoire du pays reste encore à dépolluer, alors que les mines se trouvent parfois très près des lieux habités. La photo de gauche montre un chien de détection signalant l'emplacement d'une mine près du village Šehovci où vivent des personnes rapatriées, dans le nord de la Bosnie. Sur la photo du bas, un démineur NPA de résidus d'armes à sous-munitions opère sur le site soutenu par la Suisse à proximité d'habitations à Sapna, dans le nord-est de la Bos.

Myanmar

Les mines antipersonnel sont toujours régulièrement utilisées dans le conflit qui persiste entre le gouvernement du Myanmar et les acteurs armés non étatiques, représentant un sérieux défi humanitaire. Neuf des 14 États du Myanmar sont contaminés par des mines terrestres et des restes explosifs de guerre, dont certains remontent à la Deuxième Guerre mondiale. Du fait de l'absence d'un système d'information ad hoc, le nombre exact de victimes de mines et de restes explosifs de guerre au Myanmar n'est pas connu. Les combattants faisant partie d'Organisations Ethniques Armées (OEA) ne signalent pas les accidents aux autorités nationales.

Ces derniers temps, le Myanmar a été en mesure d'accorder progressivement davantage de place à l'action contre les mines et de s'engager dans un processus d'établissement formel d'une autorité nationale de lutte antimines. La Suisse, la

Nouvelle-Zélande et le Danish Refugee Council ont fait office de facilitateurs en joignant leurs forces à celles du ministère de la protection sociale, des secours et de la réinstallation du Myanmar pour lancer la discussion sur les possibilités de mettre sur pied des structures nationales d'action contre les mines.

Lancée en avril 2020 en collaboration avec le *Danish Refugee Council / Danish Demining Group*, la deuxième phase du projet poursuit trois objectifs : mener des formations sur les risques liés aux mines et des campagnes de sensibilisation (en ligne et en présentiel), procéder à des évaluations rapides et à des enquêtes non techniques, et fournir une assistance aux victimes à Kachin, Shan North et Rakhine. Les sessions de formation sur les risques liés aux mines ont contribué à étendre les connaissances de la communauté sur les dangers posés par les mines et les restes explosifs de guerre.

Dans le cadre des opérations d'assistance aux victimes, le *Danish Demining Group* a développé un protocole de référence spécifique destiné à assister les victimes de mines et leurs familles. Ce protocole inclut une aide financière pour accéder aux structures médicales et une aide alimentaire. Les victimes ont également bénéficié d'une aide de subsistance sur la base de leurs besoins, incluant des activités lucratives alternatives et des formations professionnelles.



Source : © DRC

Hpaudut Tu Nan (avec sa femme sur la photo) a été blessé dans l'explosion d'une mine en 2018. Il témoigne : «Le Danish Refugee Council / Danish Demining Group a fourni l'argent nécessaire pour mon transfert à l'hôpital ainsi qu'une aide alimentaire pour moi et ma femme durant mon hospitalisation. À ma sortie, j'ai découvert que tous les animaux de notre petite ferme avaient été volés. J'ai eu beaucoup de mal à subvenir à nos besoins de base.» Hpaudut Tu Nan a alors déposé une demande de subvention pour ouvrir une épicerie. Le revenu qu'il tire désormais de son nouveau commerce suffit à satisfaire les besoins de sa famille, et Hpaudut Tu Nan a pu acheter quelques animaux pour la ferme. Il envisage d'agrandir son épicerie.

Syrie

La pollution par les mines, conséquence de la guerre, a occasionné de nombreuses victimes au sein de la population civile. Elle met en péril les moyens de subsistance et représente un risque conséquent en termes de protection. La Suisse a pour objectif d'accroître la protection des communautés affectées par le conflit et de réduire leur vulnérabilité en axant les efforts sur l'éducation aux risques liés aux mines.

En Syrie, l'éducation aux risques liés aux mines est une dimension importante de l'action humanitaire. Elle vise à accroître la protection des populations affectées par la guerre et à réduire leur vulnérabilité. La Suisse a soutenu quelque 7935 sessions de formation sur les risques liés aux mines destinées aux populations concernées dans les gouvernorats d'Ar Raqqa, Al Hassakeh et Idleb. Plus de 88014 bénéficiaires y ont appris à adopter des comportements plus sûrs. Dans le camp de personnes déplacées d'Al-Hol, dans le gouvernorat d'Al Hassakeh, des équipes de terrain chargées de l'éducation aux risques ont dispensé des sessions de formation aux personnes déplacées afin de leur transmettre les informations nécessaires pour adopter des comportements sûrs et, ainsi, réduire les dangers que posent les engins explosifs, les restes d'armes à sous-munitions et les engins explosifs improvisés.

La Suisse s'est aussi engagée dans l'assistance aux victimes. Près de 15200 personnes blessées et/ou handicapées, dont 30 % de femmes et 70 % d'hommes, et leurs aides-soignants ont bénéficié de services multidisciplinaires incluant des séances de réadaptation physique et fonctionnelle, des séances de soutien psychosocial et la fourniture de prothèses et d'orthèses.

2.5 Renforcement des capacités

Pour que l'action contre les mines soit pertinente sur le long terme, les personnes les plus affectées par les mines doivent disposer des moyens nécessaires pour effectuer des opérations de déminage. Dans cette perspective, la Suisse souligne l'importance de l'appropriation locale en renforçant les capacités et les connaissances des autorités nationales et des populations concernées. Elle dépêche des experts de l'action contre les mines dans le cadre d'opérations menées par les Nations Unies, soutient l'organisation de formations, promeut l'application des normes de lutte antimines et soutient les activités du CIDHG.

Cours / éducation

En collaboration avec plusieurs partenaires des Nations Unies (UNICEF, UNOPS, UNMAS, PNUD) et le CIDHG, la Suisse participe au financement et à l'organisation de formations visant à renforcer les connaissances des experts locaux en matière d'outils de lutte antimines, notamment la mise en œuvre des normes dans ce domaine, la gestion axée sur les résultats et la gestion de l'information. En raison de la pandémie de COVID-19, seuls quelques cours ont pu être dispensés en présentiel, et une session a été organisée en ligne.

Déploiements

L'armée suisse a apporté son soutien aux programmes d'action contre les mines conduits par l'ONU en République démocratique du Congo (RDC), au Mali, au Soudan du Sud, au Sahara occidental ainsi qu'aux sièges de l'ONU à New York et à Genève par le déploiement de douze experts militaires en déminage. Dans le domaine de la gestion de l'information, des experts ont soutenu leurs programmes respectifs par la mise en œuvre du système de gestion de l'information pour la lutte antimines (*Information Management System for Mine Action, IMSMA*). Des conseillers logistiques ont été déployés pour gérer les ressources et les processus de la chaîne d'approvisionnement. Des spécialistes de l'équipe de neutralisation des explosifs et munitions (*Explosive Ordnance Disposal, EOD*) ont apporté leur expertise pour renforcer les capacités du programme. L'armée suisse a également détaché des experts en matière de sécurité et d'éducation aux risques liés aux munitions non explosées.



Source: © UNMAS

Edison Pineda a été détaché par l'armée suisse en soutien aux activités de déminage de l'UNMAS en République démocratique du Congo (RDC). Sur la photo, il marque l'emplacement où a été détectée une munition non explosée. «Il y a sans cesse des accrochages entre les groupes armés et les forces gouvernementales sur la route très fréquentée qui relie Goma à Rutshuru. Comme nos équipes de déminage doivent parcourir de longues distances, le fait de délimiter la zone concernée et de mettre en garde la population locale est un moyen précieux de prévenir les accidents jusqu'à ce qu'il soit possible d'éliminer l'engin explosif détecté», explique Edison Pineda, responsable des opérations auprès de l'UNMAS RDC.

CIDHG

La Suisse maintient un partenariat étroit de longue date avec le CIDHG. En 2020, elle a contribué aux activités du CIDHG à hauteur de 9,45 millions de francs, couvrant ainsi plus de 60 % du budget de l'organisation³. Le CIDHG améliore l'efficacité de l'action contre les mines en développant les capacités et les connaissances et en œuvrant en faveur de normes. Cela profite aux autorités nationales et locales, aux donateurs, aux Nations Unies, à d'autres organisations internationales et régionales, aux organisations non gouvernementales ainsi qu'aux opérateurs commerciaux. Réunissant experts et professionnels et recueillant et diffusant les connaissances, le CIDHG est une référence centrale de l'action contre les mines et de la gestion de la sécurité des munitions.

³ Les contributions en faveur du CIDHG s'inscrivent dans le crédit-cadre en faveur des trois centres de Genève.

3 Conclusions et perspectives

La Suisse met clairement l'accent sur l'amélioration de la sécurité des communautés concernées et sur le rôle déterminant de la lutte antimines pour l'action humanitaire et le développement durable. Au niveau politique, elle concentre ses ressources sur le respect et la mise en œuvre des conventions applicables en matière de lutte antimines.

En 2020, malgré les restrictions imposées dans le sillage de la pandémie de COVID-19, la Suisse s'est spécifiquement attachée aux projets de terrain, ancrés dans la réalité locale et en lien avec les processus de paix et les objectifs de développement durable. La plupart de ces projets s'inscrivent dans une approche intégrée qui combine opérations de déminage, éducation aux risques liés aux mines et assistance aux victimes.

En 2021, la Suisse développera une nouvelle stratégie de maîtrise des armements et de désarmement clairement axée sur le rôle des nouvelles technologies. Une évaluation de la stratégie de lutte antimines 2016–2022 sera également menée en 2021, dont les résultats seront pris en considération dans la nouvelle stratégie de désarmement ainsi que dans le développement des priorités de la Suisse en matière d'action contre les mines dès 2023.

En collaboration avec d'autres gouvernements, des organisations internationales, le CICR, le CIDHG et la société civile, le DFAE et le DDPS poursuivront leur objectif à long terme d'un monde libéré de mines antipersonnel, d'armes à sous-munitions et de restes d'explosifs de guerre, dans lequel ces dispositifs ne feraient plus de nouvelles victimes. La Suisse entend par ailleurs s'engager activement en faveur du respect et de l'application universels des dispositions de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et de la Convention sur les armes à sous-munitions. Pour conclure, la Suisse continue de s'engager dans le cadre de sa présidence de la deuxième conférence d'examen de la CASM, confiante qu'elle pourra mener à bien son mandat avec succès en 2021.

Impressum

Édition :

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

3003 Berne

www.eda.admin.ch

Date de publication :

01.04.2021

Conception :

Team Audiovisuel DFAE, Communication DFAE, Berne

Photo de couverture :

Les résidus d'armes à sous-munitions sont difficiles à distinguer et constituent un danger particulièrement important pour les enfants.

© Paula Bronstein, Getty Images / CICR

Berne, 2021 / © DFAE